

D 755 GUATEMALA: BRÈVE ANALYSE DE LA SITUATION
EN FIN 1981

Comme son voisin salvadorien, le gouvernement guatémaltèque du général Lucas García prépare des élections pour asseoir son pouvoir et donner de lui-même une apparence démocratique, à destination de l'opinion internationale.

Le lecteur trouvera ci-dessous une analyse sommaire de la situation politique actuelle et des forces sociales en présence sur la scène nationale. Ce texte émane du Comité pour la justice et la paix; il est daté de décembre 1981.

Note DIAL

LA CONJONCTURE ACTUELLE AU GUATEMALA

1- La politique des classes dominantes

1) Panorama économique

Les classes dominantes de Guatemala sont actuellement très divisées devant la situation économique. Cela tient essentiellement à trois causes:

a) le prix des produits d'exportation comme le café, le sucre et le coton connaît une baisse sensible sur le marché international depuis des mois;

b) l'avancée du mouvement populaire et le caractère brutal de la répression contre le peuple ont fait que de nombreux investisseurs retirent leurs capitaux du pays; les grandes affaires touristiques ont été mises à mal par le boycottage organisé au plan international contre le gouvernement guatémaltèque;

c) dans ces conditions, les seuls à s'enrichir sont les militaires et les civils du gouvernement, car ils détournent à leur profit les ressources du pays; d'où le profond mécontentement des industriels et des agro-exportateurs envers le groupe au pouvoir, car ils ne peuvent conserver leurs marges bénéficiaires des années précédentes.

2) Panorama électoral

Lucas García, le président actuel, les généraux du même acabit et les riches qui les soutiennent, entendent rester au pouvoir pour la période suivante. Ils cherchent à imposer la candidature d'Aníbal Guevara, un autre général, lequel a été ministre de la défense du régime.

Les autres groupes luttant pour le pouvoir ne sont pas d'accord avec une telle candidature car celle d'un civil à la présidence leur semble davantage

de nature à donner au gouvernement une façade démocratique permettant de briser l'isolement dans lequel se trouve le gouvernement militaire du Guatemala au plan international. Ils pensent qu'en conservant une façade démocratique, ils pourront obtenir les financements et l'aide militaire que le gouvernement des Etats-Unis leur a refusés jusqu'à maintenant. Par ailleurs, ils estiment que Lucas Garcia et ses gens sont incapables de contrer l'avancée du mouvement populaire. C'est pourquoi ils lancent la candidature de deux civils: Carlos Toledo Vielman et Mario Sandoval Alarcón, tous deux compromis depuis de nombreuses années dans la répression et le génocide au Guatemala. Cette alternative reçoit l'appui du gouvernement Reagan.

3) Programme répressif

Jusqu'à maintenant le gouvernement n'a pas réussi à frapper décisivement le mouvement populaire ni non plus la guérilla, devant laquelle l'armée s'enfuit quand elle la voit proche. C'est pourquoi la répression est dirigée contre les hameaux sans défense et contre l'Eglise, accusés de faire partie du mouvement guérillero et de collaborer avec lui. Le gouvernement a amélioré ses méthodes d'espionnage et de torture, grâce à l'aide des gouvernements du Cône sud, des Etats-Unis et d'Israël. Il agit ainsi pour faire croire aux autres groupes de puissants qu'il est capable de mater la subversion et de défendre leurs intérêts. Mais ni les riches ni les pauvres ni l'Eglise ni l'opinion internationale ne croient à des pitreries aussi sanglantes.

2- Le mouvement populaire de Guatemala

1) L'extension de la guerre populaire révolutionnaire

Le mouvement populaire a réussi à élargir la guerre populaire révolutionnaire à tout le pays en y enrôlant l'ensemble de la population, surtout à la campagne. L'Eglise et les couches moyennes urbaines ont ouvert les yeux sur cette réalité; elles se rapprochent chaque jour davantage du mouvement même si, souvent, elles ne le soutiennent pas directement. C'est la conséquence du sacrifice des douze prêtres tombés au Guatemala dans l'accomplissement de leur mission aux côtés des pauvres, et de celui de tant de catéchistes assassinés tout au long des années dernières. Cela ne veut pas dire que tous doivent lutter les armes à la main, mais que tous additionnent leurs efforts, selon les possibilités de chacun, pour faire tomber le régime et mettre en place un gouvernement révolutionnaire, populaire et démocratique.

2) Les difficultés

Il est actuellement impossible au Guatemala de mener des luttes politiques légales telles que grèves, manifestations, etc. C'est pourquoi les organisations révolutionnaires de masse se sont unies dans le Front populaire du 31 janvier, pour impulser de nouvelles méthodes de lutte au sein des organisations populaires et de les préparer à la phase insurrectionnelle (1). Dans les villes, le mouvement populaire est cependant plus faible car l'ennemi y est plus fort; il est donc plus difficile d'intégrer la masse à ce nouveau type de lutte.

3) Le mouvement populaire et la perspective électorale

Actuellement, on voit diminuer le nombre des gens qui croient aux élec-

(1) Sur la création du FP-31, cf. DIAL D 698 (NdT).

tions. Le mouvement populaire entend riposter à la manoeuvre en empêchant l'organisation de la fraude qu'on peut en attendre, et en démasquant les assassins du peuple qui s'y présentent.

3- L'Eglise et sa réponse

La présence des chrétiens dans la situation guatémaltèque est un axe de la lutte de libération du peuple, par leurs efforts de catéchèse au sein des communautés, par leur travail dans le mouvement populaire, voire même par leur participation aux organisations révolutionnaires d'avant-garde. Nous avons assumé cette lutte à titre de conséquence et dans la perspective de notre foi, comme lutte visant à détruire un système qui sème la mort parmi le peuple et qui s'oppose à l'évangile.

C'est pourquoi on persécute avec acharnement cette Eglise qui naît des pauvres, selon l'esprit de Jésus.

Les quelques chiffres qui suivent en sont la confirmation (2): en quinze mois, 10 prêtres ont été assassinés ou enlevés; 91 prêtres, sur les 620 que compte le pays, ont été contraints d'abandonner leur poste au Guatemala pour avoir la vie sauve suite à des menaces précises de mort; 64 religieuses ont suivi le même chemin; 30 centres de formation de responsables chrétiens, de catéchistes et de délégués de la parole ont été fermés; on pourchasse et on assassine les catéchistes; la Bible est considérée comme un livre subversif et brûlée à ce titre. Les évêques ont exprimé leur extrême préoccupation dans leur lettre pastorale du 6 août 1981: "L'Eglise engagée dans le salut de l'homme se trouve sans protection, décimée, sans pouvoir et sans autre refuge que la seule fidélité au Christ et à ses frères" (3).

Cette vague de répression prend de jour en jour des proportions alarmantes; elle se généralise dans l'ensemble du pays; les méthodes de contrôle et les techniques de répression sont de plus en plus sophistiquées et diaboliques; des obstacles sont mis à tout effort d'évangélisation. On veut confiner les évêques dans un silence total et les contraindre à une attitude de survie; ils déclaraient dans leur communiqué du 8 juillet: "Nous pensons à un plan dûment élaboré pour terroriser l'Eglise et faire taire sa voix prophétique" (cf. note 3).

Le cas du Père Luis Eduardo Pellecer Faena, s.j. (dit "Le Cuache"), guatémaltèque, mérite une attention particulière (4). Il donne la mesure de la dimension prise par la torture dans notre patrie. Son martyre relève de ceux qui, jusqu'alors, étaient inconnus en Amérique centrale: on lui a pris son âme et, après avoir détruit sa personnalité, on l'a utilisé comme un pantin entre les mains des autorités pour justifier l'attaque contre l'Eglise et la persécution ouverte. Ce fait constitue "l'officialisation de la répression des chrétiens"; le but recherché était de faire plier l'Eglise et sa hiérarchie en leur faisant peur; il s'agissait d'amener les évêques, après les déclarations du P. Pellecer, à se sentir coupables, à reconnaître publiquement leurs "erreurs", pour ensuite se réconcilier avec le gouvernement. Mais ces objectifs n'ont pas été atteints: la réaction des évêques a été de resserrer les rangs et de défendre les agents de pastorale, les catéchistes, les collèges et institutions d'Eglise. Certains évêques ont répondu à titre individuel, de façon courageuse et en accord avec les positions prises antérieurement. Seuls, certains groupes des classes moyennes

(2) Cf. DIAL D 749 (NdT).

(3) Texte intégral dans DIAL D 730 (NdT).

(4) Cf. DIAL D 742, 743 et 744 (NdT).

ont pu être trompés. Dans son ensemble, le peuple n'a accordé aucune crédibilité à la comédie montée par le gouvernement.

Tous ces événements ont fait que l'Eglise naît des pauvres, qu'elle grandit et s'approfondit en s'incarnant dans le projet de libération du peuple. Les chrétiens de Guatemala restent fermes dans la défense et la célébration de leur foi, en dépit d'une répression à dimension de génocide.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel : France 240 F - Etranger 285 F - Avion 350 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441